



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 11/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Lorraine Fonderie**

ZI Les Trembles  
54920 Villers-La-Montagne

Références : 2025\_0639  
Code AIOT : 0006200712

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2025 dans l'établissement Lorraine Fonderie implanté ZI Les Trembles 54920 Villers-la-Montagne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le **6/05/25**, l'inspection des installations classées a réalisé une visite sur le site de Lorraine Fonderie à Villers-la-Montagne et a constaté notamment l'absence d'activité de production industrielle. Suite à cette visite (rapport réf 2025 \_ 0552), il a été demandé à l'exploitant de formuler une demande de prorogation justifiée du délai de caducité de l'AP, sans quoi, un arrêté de mise en demeure de notifier la cessation d'activité serait proposé.

En l'absence d'éléments transmis dans le délai accordé, un projet d'arrêté de mise en demeure a été soumis à l'exploitant pour qu'il fasse part de ses observations.

En réponse, l'exploitant a envoyé à la Préfecture, le **24/06/25**, un courrier de demande prorogation

de l'AP d'autorisation d'exploiter. Cette demande mentionne le projet d'affinerie et de reprise d'activité de fonderie et présente un calendrier entre 2021 et 2028 des actions réalisées et à venir. En l'absence d'éléments probants et détaillés accompagnant cette demande, l'inspection des installations classées a souhaité réaliser une visite d'inspection le 18/07/25 afin de constater la présence ou l'absence d'éléments pouvant indiquer une reprise potentielle d'activité.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Lorraine Fonderie
- ZI Les Trembles 54920 Villers-la-Montagne
- Code AIOT : 0006200712
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FVM Jinjiang a été autorisée par l'arrêté préfectoral n° 20130192 du 12 juin 2014 modifié à exploiter une installation de fabrication de pièces en aluminium pour l'automobile. Elle a été placée en liquidation judiciaire par jugement du tribunal de commerce en date du 19 avril 2021.

La société Lorraine Fonderie a repris ces activités en procédant à une demande de changement d'exploitant en date du 30/11/2022.

La société Lorraine Fonderie a été autorisée à poursuivre les activités anciennement exploitées par la société FVM JINJIANG par arrêté préfectoral n° 2022-1661 de mars 2023.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-74	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les éléments constatés lors de la visite ne permettent pas d'appuyer et de justifier la demande de prorogation de l'AP d'autorisation d'exploiter. En conséquence, l'arrêté préfectoral de mise en demeure de déclarer la cessation des activités a été notifié par le Préfet à l'exploitant le 28 juillet 2025.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-74
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Caducité AP
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. - En application de l'article L. 512-19, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et

acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, à la suite d'un constat de l'inspection des installations classées ou d'une information de l'exploitant. Le préfet peut alors mettre en demeure l'exploitant de procéder à la cessation d'activité de son installation, ou de la partie concernée de son installation, au sens de l'article R. 512-75-1. Le projet d'arrêté de mise en demeure est communiqué préalablement par le préfet à l'exploitant qui dispose d'un mois pour présenter ses observations éventuelles par écrit.

#### **Constats :**

Lors de la visite, il a été constaté :

- la remise en état des lignes haute tension alimentant le site ;
- l'abandon de la station d'épuration qui est dans un état dégradé ;
- qu'une partie des équipements a été démantelée (presses) ;
- que les moyens incendie ne sont ni entretenus, ni vérifiés depuis 2019/2020 ;
- que le four racheté sur le site SKTB à Gorcy est encore en pièces détachées ;
- l'absence d'entreprises travaillant sur le site ;
- que l'ensemble des équipements encore en place semblent à l'abandon (état de délabrement, aucun nettoyage, produits non évacués...).

Il est à noter également qu'aucun changement n'a été constaté depuis la dernière visite en mai 2025 (exceptés des déchets de ferraille qui ont été évacués).

Concernant le projet de reprise des activités, l'exploitant a indiqué que des rétrofits étaient prévus sur les fours de maintien existants, qu'une nouvelle canalisation gaz allait être mise en place, et que le déplacement du four de fusion, le dallage, l'assemblage et le raccordement à la cheminée étaient prévus pour novembre 2025.

Cependant, aucune preuve n'a pu être apportée par l'exploitant ni le jour de la visite (contrats, devis, bons de commande, bons d'intervention, plans, documents de gestion de projet, etc...) concernant les éléments listés ci-dessus.

Les constats effectués sur site le 18/07/25 n'ont donc pas permis d'attester de la reprise d'une activité de fonderie.

De plus, l'inspection n'a reçu aucun des éléments demandés dans les délais annoncés par l'exploitant (début de semaine 29). Ainsi, l'arrêté préfectoral de mise en demeure ayant fait l'objet d'un contradictoire a été notifié à l'exploitant le 28/07/2025.

Le 29/07, l'exploitant a finalement transmis par mail à l'inspection différents éléments :

- factures concernant des opérations de démantèlement réalisées par STLG recyclage en 2024 ;
- plans ;
- photos avant et après opérations de démantèlement ;
- proposition commerciale non signée pour l'installation d'un équipement de dépoussiérage datant de 2024 (ainsi qu'une note technique) ; - différents éléments justifiant de la remise en état du transformateur et des lignes haute tension ;
- note de présentation des tests de fonderie (MVM consulting) datant du 22/07/2025 ; - tableau listant les évacuations de ferraille réalisées.

Certains de ces éléments nouvellement transmis permettent en effet d'attester des travaux déjà réalisés et constatés lors de la visite (démantèlement, évacuation des ferrailles, remise en état

équipements haute tension).Cependant, aucun élément permettant de justifier des travaux futurs envisagés en vue d'une reprise d'activité n'a été transmis (par exemple, contrat avec le consultant MVM pour les tests, devis ou bon de commande pour le dallage et le montage du four qui doivent être réalisés en novembre 2025, contrat avec STLG recyclage pour les équipements à démanteler restants, commande pour la fourniture de l'installation de dépoussiérage, etc...).

L'inspection considère donc qu'aucun élément nouveau n'a été transmis et que cela ne remet pas en cause la mise en demeure qui a été notifiée.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois